

Ce document est transmis à titre d'information et ne prévaut nullement sur la notice d'information du contrat

Garanties proposées	
Décès et Perte Totale et Irréversible d'Autonomie (PTIA)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Décès et PTIA toutes causes (maladie ou accident) pour un capital assuré de 15 000€* à 10 000 000€ selon le type de prêt ▪ Remboursement au prêteur du capital restant dû au jour du décès ou de la reconnaissance de la PTIA dans la limite de la quotité assurée
Incapacité Permanente Totale (IPT) Incapacité Temporaire Totale de Travail (ITT)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ITT : Etat médicalement constaté d'incapacité totale et temporaire à l'exercice, par l'assuré, de son activité professionnelle. L'assuré ne doit exercer aucune autre activité ou occupation, même de surveillance ou de direction, susceptible de lui procurer salaire, gain ou profit. ▪ IPT : Prise en charge de l'invalidité à partir d'un taux contractuel d'incapacité supérieur ou égal à 66%. Le taux d'invalidité est apprécié en fonction de l'incapacité fonctionnelle et de la profession exercée et des possibilités d'exercice d'une profession différente. → En ITT et IPT : Prise en charge de 100% du montant de l'échéance de prêt affecté de la quotité assurée, au-delà du délai de franchise. ▪ Inklus : En cas de reprise de l'activité professionnelle dans le cadre d'un mi-temps thérapeutique, une prestation à hauteur de 50% du montant de l'échéance de prêt affecté de la quotité assurée est versée selon la franchise souscrite à l'adhésion, et pour une durée maximale de 180 jours.
Incapacité Permanente Partielle (IPP)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ IPP : Prise en charge de l'invalidité pour un taux contractuel d'incapacité compris entre 33% et 66% → Prise en charge d'une partie du montant de l'échéance de prêt affecté de la quotité assurée, au-delà du délai de franchise. Calcul : $(N-33/33)$ des sommes dues en cas d'incapacité totale x quotité (N étant le taux contractuel d'invalidité)
Incapacité Professionnelle des professions médicales, paramédicales et des pharmaciens (IPPRO)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Garantie facultative réservée aux médecins spécialistes, chirurgiens, chirurgiens-dentistes, vétérinaires exerçant en libéral et aux pharmaciens d'officine. ▪ L'assuré est reconnu en Incapacité Professionnelle Permanente s'il se trouve dans l'incapacité totale et définitive d'exercer sa profession. → Remboursement au prêteur du capital restant dû à la date de la reconnaissance de l'IPPRO dans la limite de la quotité assurée (maximum : 2.000.000€) ▪ Pour les pharmaciens : cette garantie ne peut être souscrite dans le cadre d'un emprunt destiné à l'investissement locatif.
Perte d'Emploi (P.E)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Garantie Perte d'Emploi : licenciement de l'assuré, salarié dans le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée (CDI) ▪ Pour y souscrire, l'assuré doit exercer une activité salariée en CDI depuis au moins 12 mois consécutifs chez un même employeur à la date de l'adhésion ▪ Elle est accordée, après une période de franchise de 90 jours et une période de carence de 12 mois, pour une couverture de 12 mois par période de chômage et pour une durée totale maximale cumulée de 24 mois. ▪ Ne peut être souscrite qu'en complément des garanties ITT et IPT. → Prise en charge de 60% du montant de l'échéance de prêt affecté de la quotité assurée, à compter du 91ème jour de perte d'emploi continue (un délai de 12 mois de carence est appliqué)
GARANTIE COMPLEMENTAIRE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Suppression des exclusions liées aux dépressions nerveuses et affections dorsolombaires (indissociables l'une de l'autre). Dans ce cas, la franchise minimale sera de 90 jours. (cf. Article 20 - Exclusions)
Conditions d'admission	
Les assurés et les garanties associées	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Emprunteur, Co-emprunteur, Caution (personne physique) d'une personne morale ou physique : toutes garanties ▪ Personne en situation de retraite ou pré-retraite : uniquement Décès seul ▪ Personne en situation de chômage et bénéficiaire des allocations du Pôle Emploi ou d'un organisme équivalent : Décès / PTIA uniquement ▪ Personne sans activité professionnelle : uniquement Décès/PTIA /ITT/IPT/MNO

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Personne en congé maternité, congé parental ou congé formation : toutes garanties
Territorialité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Résidents en France Métropolitaine : Toutes les garanties ▪ Résidents français de Guadeloupe, Réunion, Polynésie française, Martinique, Guyane, Nouvelle Calédonie et collectivité française d'outre-mer de Saint-Martin : Décès / PTIA / ITT / ITP / IPP / MNO avec une franchise minimum de 90 jours ▪ Résidents à Monaco, en Allemagne, en Belgique, en Grande-Bretagne, en Espagne, au Portugal, en Italie ou au Luxembourg (de nationalité française) : Décès / PTIA uniquement ▪ Le prêt doit être contracté auprès d'un établissement financier situé dans l'UE, L'EEE ou la Suisse, libellé en euros et rédigé en français
Capitaux assurables	<p>Capitaux minimums :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 15 000€* (hormis pour les Prêts d'Honneur) <p>Capitaux maximum pris en charge en cas de sinistre :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Décès / PTIA : 10 000 000€ ▪ IPPRO : 2 000 000€ ▪ ITT / IPT : 12 000€ / mois ▪ IPP : 7 500€ / mois ▪ P.E : 1 600€ / mois
Types de prêts	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prêts assurables en Décès / PTIA / ITT / ITP / IPP et IPPRO <ul style="list-style-type: none"> - Prêt amortissable par échéances constantes avec ou sans différé, - Prêt amortissable à paliers sans ou avec différé, - Prêt amortissable à taux variable - Prêt remboursable in fine, - Crédit-bail, - Location financière, - Prêt d'honneur ▪ Prêts assurables en Décès PTIA uniquement <ul style="list-style-type: none"> - Prêt relais ▪ Prêts assurables au titre de la garantie Perte d'Emploi <ul style="list-style-type: none"> - Prêt amortissable par échéances constantes avec différé de 36 mois maximum ▪ Cas des prêts restructurés : assurables en Décès / PTIA / ITT / IPT et IPP s'ils comportent une part d'immobilier de 60% minimum et s'ils sont conclus en France Métropolitaine
Durée maximale des prêts (comprenant les reports d'échéances et le différé)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prêts relais : 48 mois maximum (Décès / PTIA uniquement) ▪ Autres types de prêts : 420 mois maximum
Age maximum à l'adhésion	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Décès : 85 ans inclus ▪ PTIA, ITT, IPT, ITP, IPP : 60 ans inclus ▪ IPPRO : 55 ans inclus ▪ PE : 50 ans inclus
Age maximum en prestations	<p>Au plus tard, à la fin de l'année civile au cours de laquelle l'assuré atteint son :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Décès : 90^{ème} anniversaire ▪ PTIA : 70^{ème} anniversaire ▪ ITT, IPT, IPP : 67^{ème} anniversaire ▪ IPPRO : 60^{ème} anniversaire ▪ P.E. : 55^{ème} anniversaire
Calcul de l'âge de l'assuré	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Age réellement atteint par l'assuré
Spécificités	
Type de tarif	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Non révisable (hors garantie Perte d'emploi) : l'assureur n'a pas la possibilité de revoir le taux des cotisations en cours de contrat, à l'exception des augmentations ou de mise en place de nouvelles taxes décidées par les pouvoirs publics ▪ Révisable pour la garantie Perte d'emploi uniquement : L'assureur peut proposer un nouveau tarif en informant l'assuré 6 mois au préalable (l'assuré a alors la possibilité de demander la résiliation de cette option)
Date d'effet du contrat	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les garanties prennent effet à compter de la date de signature de l'acte de prêt

Déclaration de changement	<ul style="list-style-type: none"> Pas d'obligation de déclaration de changement : tabac, activité professionnelle, sports
Mode de calcul des cotisations	<ul style="list-style-type: none"> Calcul sur le capital restant dû (CRD)
Cotisations possibles	Au choix : <ul style="list-style-type: none"> Prime unique Ou Prime annuelle, trimestrielle, semestrielle, mensuelle
Séjours à l'étranger	<ul style="list-style-type: none"> Les garanties sont accordées dans le monde entier pour tout déplacement ne dépassant pas 60 jours consécutifs ou 90 jours non consécutifs sur une période de 12 mois, sauf dérogation.
Association	<ul style="list-style-type: none"> A.N.P (Association Nationale de Protection) (frais : 8€ par an)
Abattement	<ul style="list-style-type: none"> Réduction couple : réduction de 5% sur les garanties Décès sur la tête de l'assuré le plus jeune.
Prise en charge des sinistres	
Franchise	<ul style="list-style-type: none"> 30 jours, 90 jours ou 180 jours pour les garanties ITT/IPT/IPP 90 jours pour la garantie P.E.
Délai de déclaration de sinistre	La déclaration doit être faite au plus tard : <ul style="list-style-type: none"> Décès / PTIA : dans les 180 jours suivants la survenance ITT : dans les 90 jours suivants la période de franchise IPP / IPT : dans les 90 jours qui suivent la survenance de l'invalidité P.E : dans les 90 jours de chômage décomptés à partir du 1^{er} jour d'indemnisation
Exonération des cotisations en cas de sinistre	<ul style="list-style-type: none"> Prise en charge de l'ensemble de la cotisation en cas d'ITT, IPT ou IPP (à partir de la fin du délai de franchise). NON en cas de cotisations en Prime Unique.
Modifications en cours de contrat	
Changement de garanties et de quotités	<ul style="list-style-type: none"> Changement des garanties / quotité possible à tout moment. Dans les 2 cas : <ul style="list-style-type: none"> - Si diminution de la quotité ou des garanties, il faut l'accord de l'organisme prêteur - Si augmentation de la quotité ou des garanties : nouvelle sélection médicale PE : ne peut être souscrite après la date d'effet de l'adhésion
Règles de renonciation au contrat	<ul style="list-style-type: none"> Par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle le contrat a été conclu.
Règles de résiliation	<ul style="list-style-type: none"> Par lettre recommandée avec accusé de réception à chaque échéance anniversaire, sous réserve de l'accord de l'organisme prêteur, avec un préavis de 2 mois.
Documents à transmettre en cas de remboursement anticipé partiel du prêt	<ul style="list-style-type: none"> L'attestation de remboursement anticipé faisant apparaître le montant initial du prêt, le montant du remboursement et la date de remboursement + nouveau tableau d'amortissement (+tableau d'amortissement initial si jamais transmis) Les cotisations seront recalculées sur le capital restant dû après remboursement partiel (uniquement en cas de paiement en primes périodiques)
Documents à transmettre en cas de remboursement anticipé total du prêt	<ul style="list-style-type: none"> L'attestation de remboursement anticipé faisant apparaître le montant initial du prêt et la date de remboursement total du prêt

Classes de risques professionnelles	
CSP1 :	<ul style="list-style-type: none"> Salariés cadres ou non cadres, professions libérales, artisans, commerçants sans travail manuel, avec déplacements professionnels inférieurs à 20 000 km par an (en plus des trajets domicile/bureau et autre qu'en transport public).
CSP2 :	<ul style="list-style-type: none"> Salariés cadres ou non cadres, professions libérales, artisans, commerçants avec travail manuel léger ou de précision, sans utilisation d'outillage mécanique lourd, à bois, d'explosifs, d'échafaudages, avec déplacements professionnels inférieurs à 20 000 km par an (en plus des trajets domicile/bureau et autre qu'en transport public).
CSP3 :	<ul style="list-style-type: none"> Salariés cadres ou non cadres, professions libérales, artisans, commerçants avec travail manuel moyen ou important, avec utilisation d'outillage mécanique lourd, et/ou à bois, et/ou avec utilisation occasionnelle d'explosifs, et/ou d'échafaudages, et/ou avec déplacements professionnels supérieurs à 20 000 km par an (en plus des trajets domicile/bureau et autre qu'en transport public).

Formalités médicales

Montant à assurer (affecté de la quotité)	Age à l'adhésion (*)			
	X < 46	46 ≤ X ≤ 55	56 ≤ X ≤ 65	X ≥ 66
Inférieur ou égal à 150 000€	QSS	QSS	QM	QM
De 150 001€ à 250 000€		QM	Examen 1	Examen 4
De 250 001€ à 300 000€		Examen 1	Examen 4	
De 300 001€ à 500 000€	Examen 2	Examen 3		
De 500 001€ à 1 000 000€	Examen 3	Examen 4	Examen 5	Examen 5
De 1 000 001€ à 2 000 000€	Examen 4	Examen 5		
De 2 000 001€ à 3 000 000€	Examen 5		Examen 6	Examen 6
De 3 000 001€ à 10 000 000€	Examen 6			

Validité des examens médicaux : 6 mois

- **QSS** : Questionnaire de Santé Simplifié
- **QM** : Questionnaire Médical
- **Examen 1** : Questionnaire Médical + Rapport médical
- **Examen 2** : Questionnaire Médical + Rapport médical + ES1
- **Examen 3** : Questionnaire Médical + Rapport médical + ES2
- **Examen 4** : Questionnaire Médical + Rapport médical + ES2 + Electrocardiogramme de repos avec compte rendu du cardiologue.
- **Examen 5** : Questionnaire Médical + Rapport médical + ES2 + Electrocardiogramme de repos et échocardiographie avec compte rendu du cardiologue.
- **Examen 6** : Questionnaire Médical + Rapport médical + ES2 + Electrocardiogramme de repos et d'effort (sauf contre indication médicale), échocardiographie avec compte rendu d'un bilan cardiovasculaire complet, Mammographie pour les femmes
- **ES1** : hémogramme, plaquettes, VS, Glycémie à jeun, cholestérol total et HDL, sérologie HIV 1 et 2, Analyse chimique et cytbactériologique des urines, Test de cotinine urinaire pour les non fumeurs.
- **ES2** : **ES1** + Dosage de la Protéine C réactive, triglycérides, créatinine, Acide urique, Gamma GT, ASAT, ALAT, Marqueurs de l'hépatite B (Ag Hbs) et de l'hépatite C (AC anti-VHC), Pour les hommes de + de 50 ans dosage de l'antigène spécifique de la prostate,
- **A partir de 1 000 000 € un questionnaire financier est demandé.** De 1 000 000 € à 1 499 999 €, les justificatifs ne sont pas exigés. À partir de 1 500 000 €, les justificatifs et toute la documentation ad hoc sont exigés.

20.2 Exclusions de garanties :**Sont exclues des garanties décès, PTIA, ITT, IPP, IPT, et IPPRO du présent contrat, les suites et conséquences:**

- du meurtre commis par l'un des bénéficiaires sur la personne de l'Assuré, dès lors que ce bénéficiaire a été condamné,
 - de tout suicide dans la 1ère année suivant la date d'effet de la garantie, il est toutefois précisé que le suicide est garanti durant la 1ère année à hauteur de 120.000 euros maximum pour les emprunts concernant l'habitation principale, et ce dans le cadre de l'article L 132-7 du code des Assurances.
 - des faits de guerre, d'émeute, d'insurrection, d'acte de terrorisme ou de sabotage, d'attentats et de mouvements populaires donnant lieu à des violences caractérisées, et leurs conséquences dès lors que l'Assuré y prend une part active,
 - des risques résultant d'un accident de navigation aérienne, sauf si l'Assuré se trouve à bord d'un appareil muni d'un certificat valable de navigabilité et pour lequel le pilote possède un brevet valable pour l'appareil utilisé et une licence non périmée, le pilote pouvant être l'Assuré lui-même,
 - des compétitions aériennes, démonstrations, acrobaties, raids, vols d'essai, vols sur prototype, records ou tentatives de record,
 - de la transmutation du noyau de l'atome, tant par fission ou fusion que par radiation ionisantes ou autres ; toutefois, les conséquences d'un fonctionnement défectueux d'instruments médicaux, de fausse manoeuvre ou erreur dans leur utilisation sont garanties si elles se produisent à l'occasion d'un traitement médical auquel l'Assuré est soumis par suite de maladie ou d'Accident garanti,
 - La pratique des sports à titre professionnel que ce soit lors de compétitions ou d'entraînement ainsi que les sports suivants (sauf s'ils sont pratiqués à titre amateur ou avec l'encadrement d'un professionnel) : boxe, plongée sous-marine avec appareil autonome (sauf plongée jusqu'à 30 m et toujours accompagnée), spéléologie, bobsleigh, skeleton, saut à skis ou au tremplin, varappe, alpinisme, parachutisme, parapente, deltaplane, ULM, saut à l'élastique, skysurf et courses automobiles.
- Remarque : à la demande expresse de l'assuré lors de la demande d'adhésion, tout ou partie de ces activités sportives peuvent faire l'objet d'une étude de garanties par l'Assureur moyennant une tarification spéciale.
- Nb : Les conséquences d'accidents ou de maladies constatés avant l'adhésion et déclarés à cette occasion ne sont pas exclues, sauf mentions particulières sur le CIA.

Sont également exclues des garanties PTIA, ITT, IPP, IPT, et IPPRO les suites et conséquences :

- d'une tentative de suicide,
- d'un fait ou d'une mutilation volontaire de l'Assuré,
- de rixes sauf le cas de légitime défense, assistance à personne en danger ou accomplissement du devoir professionnel.
- de la participation à des compétitions, courses, matchs ou paris sauf compétitions auxquelles l'Assuré participe en tant qu'amateur,
- de l'usage de drogue ou de stupéfiants non prescrits médicalement,
- d'accidents ou de maladies dont la survenance ou la première constatation est antérieure à la date d'effet de la garantie toutefois cette exclusion ne s'applique pas si ces affections ont été déclarées lors de l'adhésion et acceptées par l'Assureur, ou non déclarées si elles entrent dans les critères de pathologies et de recul de la guérison prévus dans le cadre du Droit à l'oubli (Convention AERAS).

Sont également exclues des garanties ITT, IPP, IPT, et IPPRO les suites et conséquences :

- de traitements esthétiques, sauf chirurgie réparatrice consécutive à une maladie ou un accident garanti,
- des syndromes de fatigue chronique, des affections psychiques à savoir les troubles anxieux, les troubles de l'humeur notamment les dépressions nerveuses, les psychoses aiguës ou chroniques et les troubles graves de la personnalité. Les affections ayant entraîné une hospitalisation supérieure à 9 jours consécutifs pourront faire l'objet d'une prise en charge, toutefois l'indemnisation au titre de la garantie ITT ne pourra dépasser 1095 jours.
- des atteintes vertébrales ou discales telles que la lombalgie, les sciatiques, cervicalgie, cruralgie, leurs suites et conséquences. Toutefois ne sont pas exclues les affections vérifiées par imagerie médicale ou justifiant d'une hospitalisation de plus de 9 jours consécutifs, dans ce dernier cas l'indemnisation au titre de la garantie ITT ne pourra dépasser 1095 jours.
- de l'ivresse de l'Assuré (taux d'alcool dans le sang égal ou supérieur à celui fixé par la loi régissant la circulation automobile française).
- de l'alcoolisme aigu ou chronique et de toute toxicomanie.
- d'affections antérieures à la date d'effet des garanties et non déclarées à l'Assureur sauf celles entrant dans les critères de pathologies et de recul de la guérison prévus dans le cadre du Droit à l'oubli (Convention AERAS).
- Les suites et conséquences des affections déclarées sont garanties sauf notification de l'exclusion à l'Assuré ou mention particulière faite au certificat d'adhésion.

Sont également exclues de la garantie ITT:

- Les cures thermales,
- Les incapacités constatées hors Territoire national de la France ;
- MATERNITE : la période de grossesse couverte par le congé maternité tel que prévu par le code du Travail n'est pas considérée comme une période d'incapacité de travail. Cette disposition s'applique par assimilation aux personnes qui ne sont pas salariées. Toutefois, si à l'expiration de ce congé, l'état pathologique de l'Assurée l'empêche de reprendre son travail, les garanties du contrat entreront en vigueur comme si la cessation du travail datait de l'expiration du congé.

Sont exclus de la garantie Perte d'Emploi

- La mise en retraite ou préretraite, ou départ dans le cadre des conventions conclues entre l'employeur et l'Etat et n'impliquant pas la recherche d'un emploi (fonds national pour l'emploi,...) ou de conventions de conversion,
- La démission volontaire, légitime ou non, même si elle est indemnisée par le Pôle Emploi,
- La fin de contrat de travail à durée déterminée (emplois temporaires, saisonniers, missions d'intérim, contrats de chantier...)
- Les fins de période d'essai,
- Le licenciement non pris en charge par le Pôle Emploi (ou par l'Etat pour les agents civils non fonctionnaires ou non titulaires de l'Etat ou d'une collectivité locale),
- Le chômage partiel ou saisonnier,
- Le licenciement notifié au cours du délai d'attente ne peut donner lieu à aucune indemnisation,
- Le licenciement notifié après expiration des garanties, par exemple lorsque l'Assuré a résilié son adhésion ou en cas de non-paiement des cotisations,
- Les ruptures de contrat de travail en raison de maladie ou d'invalidité non indemnisée par le Pôle Emploi,
- Le licenciement pour faute grave ou lourde,
- Le chômage consécutif au licenciement d'un Assuré lorsqu'il est salarié de son conjoint, d'un ascendant, descendant, collatéral ou d'une personne morale contrôlée ou dirigée par lui-même, son conjoint, ascendant, descendant, collatéral,
- La cessation d'activité résultant d'un accord entre l'employeur et le salarié dit « départ négocié » ou « rupture conventionnelle » (y compris ceux donnant droit à indemnisation par le Pôle Emploi)